Scrutin de 2015 au Burundi : un parcours semé d'embûches

IRIN, 5 novembre 2012 À BUJUMBURA - Le 30 octobre, les donateurs internationaux ont promis plus de 2 milliards de dollars pour soutenir le développement du Burundi. Ils ont semblé, par cette promesse, reconnaître formellement les progrès réalisés par ce pays d'Afrique centrale dans la voie de la paix et de la démocratie. Cependant, les souvenirs de la guerre civile de 1993-2005, qui a fait plus de 200 000 victimes, sont encore frais dans les mémoires. Les analystes, les experts des droits de l'homme et les membres de la société civile et des partis politiques d'opposition, s'inquiètent toutefois des divers problèmes de sécurité et de gouvernance qui pourraient les faire traîner à l'approche des élections de 2015.

Depuis la fin de la guerre civile, il y a huit ans, le Burundi a organisé deux élections multipartites, vu des groupes rebelles se transformer en partis politiques et assister à l'émergence d'une société civile dynamique et d'une presse libre. Les écoles et les cliniques de santé sont ouvertes et les fonctionnaires perçoivent leur salaire. « La normalisation de la vie politique dans ce pays a constitué un remarquable accomplissement », a dit Rosine Sori-Coulibaly, Coordinatrice résidente des Nations Unies et Représentante spéciale adjointe du Secrétaire général des Nations Unies au Burundi, dans une déclaration portant sur les promesses des participants à la conférence des donateurs qui s'est tenue à Genève. « Le Burundi est présent sorti de la période post-conflit et s'engage véritablement sur la voie de développement », a dit le président du pays, Pierre Nkurunziza, à l'occasion de la conférence. Le son de cloche serais pourtant différent dans la capitale, Bujumbura. Exécutions extrajudiciaires La principale préoccupation, qui est ouvertement partagée par les partenaires internationaux du Burundi, concerne les multiples rumeurs selon lesquelles des éléments des forces de sécurité procèderaient des assassinats ciblés d'individus en raison de leur affiliation à des partis d'opposition, en particulier les Forces nationales de libération (FNL). Le gouvernement a catégoriquement nié ces informations. « En 2011, il y a eu 78 exécutions extrajudiciaires », a dit IRIN Pierre-Claver Mbonimpa, président de l'Association pour la protection des droits de l'homme et des prisonniers (APRODH). « Jusqu'à présent, en avons compté 15 exécutions extrajudiciaires. Ce n'est pas parce que vous tuez moins de gens par rapport à l'année précédente que les choses s'améliorent. Pour nous, il faut zéro », a-t-il dit. « Comment une démocratie peut-elle fonctionner lorsqu'on peut tuer quelqu'un pour ses idées ? » s'est interrogé Pacifique Nininahazwe, président pour le renforcement de la société civile, une coalition de 146 organisations. Dans un rapport publié en mai, Human Rights Watch (HRW) a noté que des groupes d'opposition armés avaient également commis des meurtres, souvent sous la forme d'attaques de représailles menées par des membres du CNDD-FDD [le Conseil national pour la défense de la démocratie-Forces pour la défense de la démocratie, le parti au pouvoir] et des FNL ». À l'approche de la conférence de Genève, HRW a appelé les bailleurs de fonds à exhorter le gouvernement burundais à mettre fin à l'impunité en s'assurant que les auteurs des assassinats politiques et des autres exactions sont identifiés et poursuivis en justice ». Le gouvernement burundais a promis à plusieurs reprises de mettre fin aux violations des droits de l'homme, mais il y a un fossé entre la rhétorique et la réalité », a dit Daniel Bekele, directeur de la division Afrique de HRW. Pour M. Mbonimpa, l'activiste des droits de l'homme, les assassinats ciblés sont symptomatiques d'un problème beaucoup plus large. « Je crois que tous les problèmes auxquels le Burundi a été confronté au fil des ans sont liés au système de justice. Les juges ne sont pas là pour faire respecter la loi ; ces temps-ci, ils sont plutôt là pour exécuter les ordres de leurs supérieurs du pouvoir exécutif. Alors que notre constitution prévoit la séparation des pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire, le judiciaire a été incorporé à l'exécutif. Un juge devrait être au-dessus de la police, mais c'est la police qui donne des ordres aux juges. Résultat : c'est le règne de l'impunité », a-t-il dit. Militarisation de la ligue des jeunes du CNDD-FDD Selon plusieurs sources, cette impunité s'étend aux jeunes du parti au pouvoir, les Imbonerakure (« ceux qui voient loin », en kirundi), qui ont également impliqué dans des attaques et des actes d'intimidation à l'encontre des partisans des partis d'opposition. Ils ont également accusés d'être un prolongement inconstitutionnel des forces de sécurité de l'État. « Nous avons entendu dire qu'ils circulent avec leurs armes à la campagne. Et s'ils se font pas de suivi devant les tribunaux », a dit M. Nininahazwe. Il a ajouté que les Imbonerakure avaient des filiales en uniforme en présence du ministre de l'Intérieur à l'occasion d'un rassemblement d'organisations en septembre dans Cibitoke par le parti au pouvoir. « C'est grave, parce que ce sont des anciens rebelles d'armées qui retournent à une forme de vie militaire », a-t-il dit. Selon M. Mbonimpa, les Imbonerakure risquent, en terrorisant les partisans des partis d'opposition de provoquer une mobilisation semblable chez les jeunes appartenant à ces partis. « Et à ce moment-là, ils se battront. C'est comme ça que ça a commencé en 1993. » L'ancien Ngendakumana, président de l'Alliance des démocrates pour le changement (ADC-Ikibiri), une coalition de 10 partis d'opposition, a fait écho à ces craintes. « Il faut savoir que nous avons, dans nos rangs, des jeunes hommes et des jeunes femmes qui ont été formés par des groupes politiques armés et qui savent manier les armes », a-t-il dit. « Si nous voulions agir de cette façon, nous pourrions le faire. Mais ce n'est pas ce que nous souhaitons. » M. Ngendakumana a également accusé les Imbonerakure de « se rendre dans des endroits publics comme les marchés, les écoles et les églises pour dire aux jeunes hommes et aux jeunes femmes qui s'y trouvent que vous devez adhérer au CNDD-FDD et leur ordonner de former des pseudo-branches de bienvenue pour les nouveaux membres ». « Nous rejetons ce désir de retour au régime de parti unique. Nous avons adopté un système démocratique multipartite basé sur plusieurs partis politiques. Nous voulons conserver ce système. » La militarisation de la ligue des jeunes du parti présidentiel « empoisonne le climat, car ces jeunes, qui sèment la terreur, bénéficient du soutien du gouvernement, du parti au pouvoir et de la police », a-t-il dit. Le président des Imbonerakure Denis Karera a rejeté ces allégations en les qualifiant de « propos erronés et provocateurs relayés par des individus motivés par leurs propres intérêts et qui cherchent à désorienter la population ». « Peut-être ont-ils peur des élections de 2015 parce qu'ils [les partis d'opposition] n'ont pas de membres », a-t-il dit. Interrogé au sujet de l'implication du groupe dans des affaires qui sont généralement du ressort de la police, M. Karera dit : « Nous sommes les premiers à nous engager en faveur de la paix et de la sécurité [en travaillant en collaboration

avec] les forces de sécurité, les tribunaux, le peuple et l'administration. » « Le rôle des Imbonerakure est le même celui de tous les autres Burundais. Tous les Burundais doivent contribuer au maintien de la paix », a-t-il dit à IRIN. « Par exemple, si vous voyez un voleur dans la maison de votre voisin, allez-vous le laisser s'échapper ? Non ! Le moins que vous puissiez faire est de le dénoncer ou d'appeler la police pour arrêter ce criminel, ce voleur. C'est ce que nous faisons comme tous les Burundais », a-t-il ajouté. « Mais nous ne punissons pas et nous n'appliquons pas la justice. Nous sommes contre ça », a-t-il conclu. M. Karera a également nié que de nouveaux membres du CNDD-FDD aient été contraints d'adhérer au parti. Son patron, le président du CNDD-FDD Pascal Nyabenda, a dit à IRIN : « Le parti au pouvoir ne souhaite pas aller seul aux élections. Nous voulons qu'il y ait d'autres partis politiques en compétition dans le monde à les mêmes droits, mais pas la même force. Mon parti est partout, alors on ne peut pas en dire autant de l'ADC-Ikibiri. » Des projets de loi contraignants M. Nininahazwe, le leader de la société civile, a dit qu'il était inquiet au sujet des projets de loi qui « limiteraient les libertés fondamentales ». Ces projets de loi restreignent la liberté de la presse, autoriseraient les responsables locaux à interdire ou à interrompre une réunion lorsqu'ils estiment que l'ordre public est menacé et rendraient la création d'une organisation conditionnelle à l'obtention de l'autorisation des autorités gouvernementales. Le chef de l'opposition, M. Ngendakumana, a exprimé ses inquiétudes face aux propositions de donner au ministre de l'Intérieur le contrôle des partis politiques : « Ils veulent créer un État à parti unique et entretenir une certaine confusion entre le parti [au pouvoir] et l'État. » Les partis d'opposition ne sont pas représentés au Parlement parce qu'ils ont boycotté les élections législatives de 2010. Et maintenant ? Dans son plus récent rapport sur le Burundi, l'International Crisis Group (ICG) a indiqué que ces éléments menaçaient le processus de retour à la stabilité post-conflit régi par les accords de paix et de partage du pouvoir signés à Arusha, en Tanzanie, en 2000 et « compromettraient sérieusement les préparatifs pour les élections de 2015 ». Selon le rapport, les étapes pour remettre en route le processus exigent notamment de renoncer à la violence politique ; d'instaurer un dialogue inclusif entre le gouvernement et l'opposition ; de mettre en place les conditions permettant le retour sécuritaire des leaders de l'opposition en exil ; de renforcer le pluralisme politique ; d'examiner le projet de loi sur la liberté politique et des médias ; et d'élaborer, par consensus, une feuille de route pour la préparation des élections en s'assurant que tous les acteurs politiques soient représentés par la commission électorale. [FIN] [Cet article vous est parvenu via IRIN, un département d'informations humanitaires des Nations Unies, mais ne reflète pas nécessairement les vues des Nations Unies ou de ses agences]